



En direct des associations

Bulletin /juin 2022



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 29 JUIN 2022

LIMINAIRE

Aujourd'hui, l'État est dans la tourmente, la majorité présidentielle ayant perdu plus de 150 circonscriptions, et les Français sont inquiets. Le Président de la République n'a plus de majorité absolue, conséquence d'une politique antisociale et de déshumanisation des relations avec les citoyens. La politique de destruction des services publics touche non seulement les zones rurales mais aussi les métropoles. Ce ne sont pas les maisons de services publics qui ne sont qu'un pis-aller qui peuvent y remédier, voire les bus de télé-médecine, les gendarmeries ambulantes ou les camping-cars fiscaux qui peuvent être de nature à remédier à la déshérence des services publics.

Cet abandon par l'État de la mission de services publics touche toutes les administrations publiques :

- L'Éducation Nationale avec la continuation de fermetures de classes, le recrutement au rabais d'enseignants sans concours avec un simple entretien de 30 minutes ;
 - La santé avec la continuation de la fermeture de lits ou de services faute de soignants exténués par leurs conditions de travail et leurs rémunérations qui s'expatrient en Suisse, en Allemagne et au Québec qui a accueilli en peu de temps plus de 8 000 Français. Ils y trouvent plus de considération, un meilleur salaire et pour chacun ou chacune un véritable plan de carrière ;
 - Le Ministère des Affaires Étrangères avec la disparition du statut des ambassadeurs qui va mettre à mal la diplomatie française dont on a tant besoin en ce moment ;
 - Les Finances décimées par les suppressions considérables d'emplois, les restructurations de service ingérables, les disparitions de sites au cours du précédent quinquennat qui se poursuivent selon un plan préétabli sans prendre en compte la nécessité d'une bonne marche des services sans leur donner les moyens nécessaires d'exercer pleinement leurs missions.
- .../...

.../...

Cette liste n'est pas exhaustive, mais le constat est général.

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires, actifs et retraités, est en berne depuis plusieurs années avec le gel du point d'indice et la sous revalorisation des pensions de retraite ; en 8 ans les retraités ont perdu l'équivalent d'un mois de pension sur une année.

S'agissant de l'ACRAF, l'année 2021 a été marquée une fois de plus par les remontées du mal être des personnels dans l'exercice de leurs métiers, que ce soit au siège ou dans les restaurants. Monsieur le Président, vous ne pouvez pas faire comme si vous ne saviez pas puisque nous vous avons alerté déjà trop souvent. Les agent.e.s nous disent qu'ils n'en peuvent plus, qu'ils et elles sont à bout, ce que constatent quotidiennement les usagers sur l'ensemble des restaurants (cf. le courriel des usagers de Paganini). Bon nombre de ces agent.e.s se taisent devant vous : ils, elles ont peur, peur du lendemain que vous leur promettez, s'ils ne sont pas la ligne, dans votre ligne. Cette pression, ce management n'est pas digne d'ACRAF structure de notre Action Sociale.

Un chiffre qui ne trompe pas, le ratio des départs (démissions, ruptures conventionnelles, licenciements autres qu'inaptitude) par rapport à l'effectif moyen annuel ne fait que croître depuis 2017 ; en 2017 il était de 3,3%, en 2018 de 4% et en 2021 de 8,6%.

Vous déshumanisez ACRAF, vous perdez ses valeurs, son savoir-faire, son histoire faite de succès en matière de restauration collective. Ecoutez les personnels et les usagers qui vous interpellent car ce mal être, ce stress est de plus en plus ressenti par les convives qui ne peuvent que saluer le courage de ces hommes et de ces femmes au service des agent.e.s du MEFR. Nous reviendrons sur ce sujet au cours de cette Assemblée Générale.

S'agissant des comptes, on ne peut que s'interroger sur la présentation et la variation de certains postes qui n'ont pas été explicités dans les premiers documents envoyés. La clarté et la transparence ne sont pas au rendez-vous pour les comptes 2021. Dans ces conditions, **Solidaires Finances** ne pourra que confirmer à cette Assemblée Générale le vote exprimé au cours du dernier conseil de surveillance.

Les représentant.e.s des personnels **Solidaires Finances**